

Les résultats 2002 des exploitations agricoles du Rica

Amélioration sauf chez les producteurs hors sol et de fruits

Le résultat courant avant impôts des exploitations du Réseau d'information comptable agricole augmente en valeur réelle de 1,9 % en 2002. Il avait baissé de 5,6 % en 2001. Les exploitants accroissent leurs prélèvements privés.

En 2002, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations du Réseau d'information comptable agricole augmente de 1,9 % en valeur réelle¹ après une baisse de 5,6 % en 2001. Il progresse de 4,2 % en valeur courante. Le RCAI s'élève désormais à 28 600 euros en moyenne par exploitation. La valeur de la production s'accroît de 0,9 %, mais les ventes stagnent car céréaliers et viticulteurs augmentent

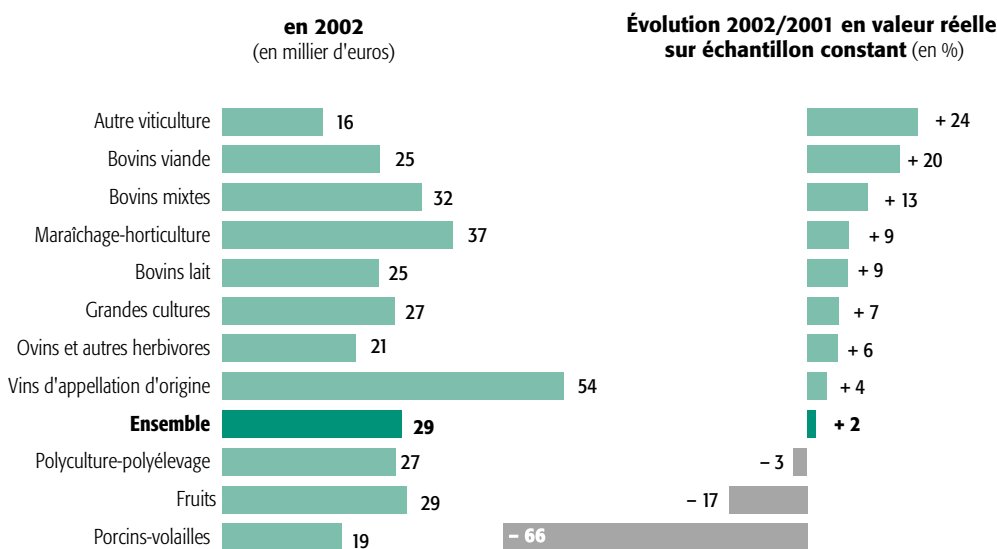
leurs stocks. Plusieurs facteurs permettent une légère diminution des charges d'exploitation. Le prix de l'énergie baisse de 14 %, les dépenses en aliments concentrés de 2 % et les achats d'engrais de 3 % en 2002. Mais les dépenses en aliments grossiers, en produits phytosanitaires et surtout en produits vétérinaires augmentent.

Des subventions pour certaines orientations

Suite au relèvement des primes décidées dans le cadre de l'Agenda 2000, les subventions d'exploitation augmentent de 6,5 %. Elles atteignent désormais 23 200 euros en moyenne, toutes exploitations confondues. Elles représentent ainsi plus de 80 % du résultat courant avant impôts. Les montants, très dispersés, sont fonction des productions et de la taille des exploitations. Un quart des unités du Rica ne reçoivent qu'un peu plus de 2 % des subventions, alors que les 25 % les mieux dotées en perçoivent 58 %. La dispersion est moins forte dans les orientations les plus aidées, comme les grandes cultures ou la production de

Forte baisse du résultat des éleveurs de porcins et de volailles

Résultat courant avant impôts par exploitation



Source : Agreste - Rica, résultats 2001 et 2002

1. Obtenu en déflatant la valeur par l'indice du prix du produit intérieur brut. Les évolutions des autres postes comptables sont sauf mention contraire en valeur courante.

Pour en savoir plus...

■ Résultats nationaux

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 2002 », *Agreste-Cahiers*, à paraître en décembre 2004.

« Rica-France, tableaux standards 2002 », *Agreste-Chiffres et données Agriculture*, n° 161, août 2004.

■ Résultats régionaux

Consultez les services statistiques des directions régionales de l'Agriculture et de la Forêt qui disposent de l'ensemble des résultats.

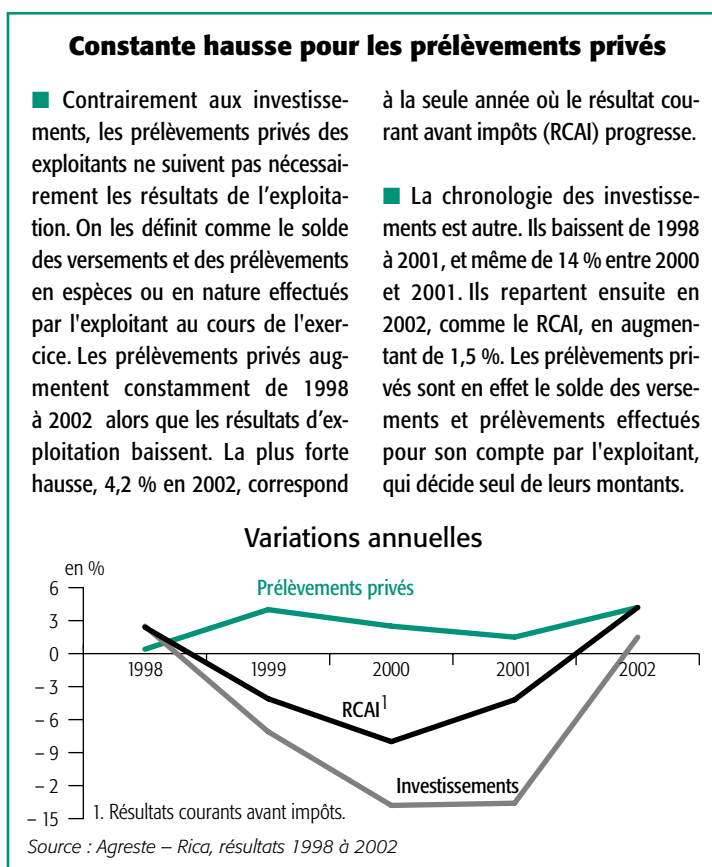
et le site Internet

du Scees :
www.agreste.agriculture.gouv.fr

> viande bovine. Un quart des exploitants de grandes cultures bénéficient de la moitié des subventions d'exploitation de l'orientation. La même proportion d'éleveurs bovins viande en perçoivent 43 %. À l'opposé, le quart des exploitations les moins dotées reçoivent 7 % des subventions en grandes cultures et 11 % chez les producteurs de viande bovine. La dispersion est beaucoup plus forte dans les autres orientations, car la majorité des exploitations ne reçoivent aucune aide. Près des trois quarts des subventions versées aux viticulteurs d'appellation sont ainsi perçues par 10 % des exploitants, pour l'essentiel pour d'autres productions que le vin.

Stabilité de l'endettement

L'endettement demeure au même niveau qu'en 2001, mais les charges financières diminuent de 4 %. Après deux années consécutives de baisse, la capacité d'autofinancement des exploitations se relève de 3 %. Elle s'établit à 48 400 euros en moyenne en 2002. Forts de ces résultats, les exploitants augmentent leurs prélèvements privés à un rythme supérieur à celui de l'inflation. Ils atteignent 30 200 euros par exploitation. Ils augmentent ainsi



de 4 % par rapport à 2001. Les charges sociales de l'exploitant, considérées ici comme couvertes par les prélèvements, s'élèvent à 7 200 euros. L'autofinancement, égal à la capacité d'autofinancement diminuée des prélèvements privés, stagne à 18 200 euros. Il demeure néanmoins suffisant pour garan-

tir le remboursement des dettes à long ou moyen terme et financer une part importante de l'investissement. Celui-ci augmente de 1 %, après une baisse de 14 % en 2001, de sorte que l'équilibre financier de l'exploitation n'est pas menacé. Le taux d'endettement, soit l'endettement rapporté au total du bilan, diminue en passant de 35,1 % à 34,7 %. Ce sont les emprunts à long et moyen terme qui baissent de 1 %, tandis que les dettes à court terme augmentent. L'endettement total se monte en moyenne à 100 500 euros par exploitation.

Méthodologie

■ Le Réseau d'information comptable agricole (Rica) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès de 62 000 exploitations agricoles. Réalisée dans les quinze États membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats des différents types d'agriculture. Cet échantillon représente quelque 4 millions d'exploitations, qui constituent 96 % du potentiel économique de l'agriculture européenne. L'échantillon français 2002 regroupe 7 762 exploitations. Le champ couvert correspond à 371 000 exploitations professionnelles d'au moins 12 hectares d'équivalent blé. L'univers de base servant à la pondération est issu du recensement de l'agriculture 2000. Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées, sauf exception, en

valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

■ Le résultat courant avant impôts (RCAI), indicateur central utilisé par le Rica, est la différence entre les produits, y compris les productions immobilisées et stockées, et les charges courantes qui comprennent les charges calculées comme les amortissements. Il exprime une forme de revenu familial, les charges sociales de l'exploitant n'étant toutefois pas déduites, qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres. L'excédent brut d'exploitation diffère du RCAI principalement par la non prise en compte des charges calculées et des charges financières. L'EBE exprime un flux de trésorerie potentiel généré par des opérations courantes avant rémunération des apporteurs externes de capitaux.

Amélioration en grandes cultures et en viticulture

Le résultat courant des exploitations de grandes cultures s'améliore de 7 % par rapport à 2001, atteignant en moyenne 27 400 euros par exploitation. La récolte céréalière est volumineuse avec tous les rendements en hausse. L'abondance de l'offre et les concurrences russe et ukrainienne entraînent une baisse

➤ des prix. Les exploitants privilégient les investissements, qui augmentent de 11 %, plutôt que les prélèvements pour leur propre compte, en baisse de 2 %. Le résultat des viticulteurs sous appellation progresse de 4 % en 2002 après un fort repli en 2000 et 2001. Avec une moyenne de 54 200 euros, ils disposent du RCAI le plus élevé de toutes les orientations. En

Un résultat moyen de 54 200 euros pour les viticulteurs d'appellation

2002, prix et volumes des ventes de vins progressent. L'excédent de trésorerie s'accroît. Les exploitants en tirent parti pour augmenter leurs prélèvements privés de 17 %. Mais ils réduisent leurs investissements de 31 %. Bonne année 2002 aussi pour les autres viticulteurs. Leur résultat courant progresse en moyenne de 24 % à 15 900 euros, mais reste le plus faible de l'ensemble des orientations. Les ventes de vin stagnent, mais

celles d'eau-de-vie progressent. Les exploitants augmentent leurs prélèvements privés de 6 %. En 2002, le résultat moyen de l'arboriculture fruitière chute de 17 % par rapport au niveau exceptionnel de 2001 et n'est plus que de 29 300 euros. Les récoltes progressent et tous les prix de vente baissent à l'exception des poires. Subventions et indemnités d'assurance en augmentation apportent une contribution importante. Les charges salariales, essentielles dans l'activité, progressent de 12 %. Les exploitants augmentent leurs prélèvements privés de 20 %, au détriment de l'investissement, qui baisse de 24 %.

Du mieux chez les éleveurs de bovins

Le résultat courant des éleveurs laitiers progresse de 9 % en 2002, à 24 800 euros en moyenne. Il avait baissé de 14 % en 2001. La valeur de la production stagne malgré une baisse de 2 % du prix du lait. Charges d'approvisionnement et dépenses en aliments diminuent,

mais les achats de produits vétérinaires s'accroissent de 8 %. Les subventions augmentent. Les prélèvements privés s'accroissent de 4 %. Le résultat courant des producteurs de viande bovine progresse de 20 %, et rejoint celui des exploitations laitières. Ventes et charges augmentent, à l'exception des dépenses en énergie. Les subventions progressent de 10 %, et permettent aux éleveurs d'accroître leurs prélèvements privés de 10 %.

Forte baisse en hors sol

Après une bonne année 2001, la situation se détériore dans le secteur porcins-volailles. Le résultat moyen n'est plus que de 18 900 euros par exploitation, soit 66 % de moins qu'en 2001. Les cours des porcs à l'engrais chutent de 20 %. Les charges en aliments concentrés, principal poste, baissent de 3 %. Les exploitants abaissent leurs prélèvements privés de 6 % et leurs investissements de 36 %.

Scees – Bureau du Rica

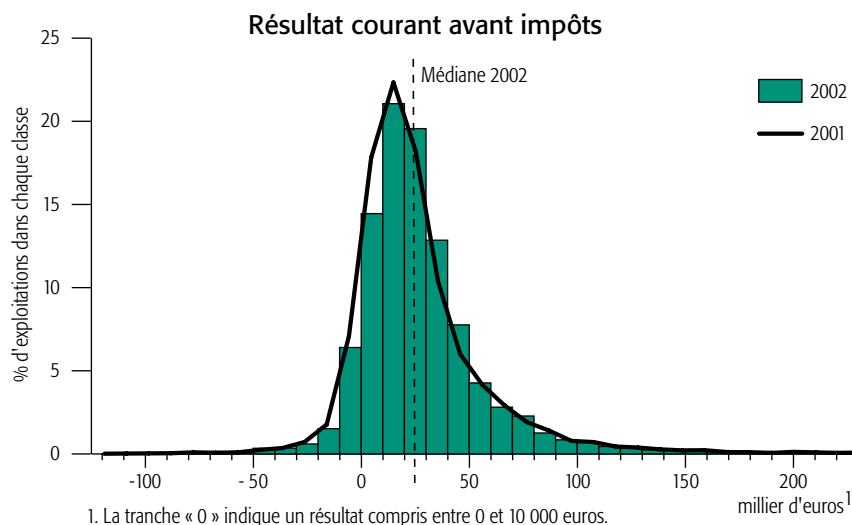
Un quart des exploitations dégage un résultat inférieur à 10 000 euros

■ Des résultats très dispersés. En 2002, le résultat courant avant impôts (RCAI) varie en moyenne de 15 900 euros pour l'orientation

autre viticulture à 54 200 euros chez les viticulteurs d'appellation. La situation est encore plus contrastée lorsqu'on s'attache aux situations

individuelles. Le résultat moyen 2002 des quelque 371 000 exploitations professionnelles atteint 28 600 euros. Il est négatif dans 36 000 unités, et supérieur à 70 000 euros dans 28 000 exploitations. À 22 000 euros, on sépare les exploitations en deux populations égales : une moitié ont un résultat supérieur et l'autre moitié un résultat inférieur.

■ La conjoncture est un facteur primordial pour expliquer les dispersions. Sécheresses et épidémies influent considérablement sur les résultats individuels des agriculteurs. Ainsi, entre 2001 et 2002, le RCAI baisse de plus de 100 000 euros dans près de 2 500 exploitations. Il augmente d'autant dans un peu plus de 2 000 exploitations. Malgré ces recompositions, la distribution d'ensemble apparaît relativement stable au cours du temps. De 2001 à 2002, la distribution se déplace légèrement vers les résultats les plus élevés.



Source : Agreste – Rica, résultats 2001 et 2002

Quelques valeurs moyennes par exploitation selon les orientations en 2002

	Ensemble	Grandes cultures	Viticulture d'appellation	Fruits	Bovins lait	Bovins viande	Porcins et volailles
Nombre d'exploitations représentées	371 200	81 200	34 800	11 100	68 400	39 300	15 600
Caractéristiques physiques							
Surface agricole utilisée (en ha)	69	105	19	26	62	77	36
dont : SAU en fermage	53	86	11	17	48	52	25
Effectifs animaux (en UGB ¹)	66	14	1	4	74	92	378
Nombre d'UTA ²	1,94	1,65	2,93	4,56	1,63	1,36	1,90
dont : UTA non salariées	1,44	1,29	1,39	1,42	1,55	1,28	1,59
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)							
Capacité d'autofinancement	48,4	50,3	76,5	48,1	43,5	38,0	45,1
Autofinancement	18,2	19,3	24,7	16,7	16,3	17,2	11,5
Actif immobilisé	181,4	165,5	205,8	138,1	186,4	196,7	206,2
Actif circulant	102,0	89,8	292,5	93,6	64,0	77,1	94,2
Stocks	63,0	42,8	227,0	35,7	39,0	46,1	64,3
Capitaux propres	183,8	156,1	348,4	128,6	161,5	209,9	125,1
Endettement total	100,5	100,1	151,7	104,6	89,6	64,1	176,4
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)							
Ventes et autoconsommation	113,0	102,0	172,7	155,2	99,3	52,0	246,9
- Achats d'animaux	4,3	2,2	€	0,3	2,8	4,3	32,2
= Ventes et autoconsommation (nette des achats d'animaux)	108,7	99,8	172,7	154,8	96,4	47,7	214,7
+ Production stockée (y c. animaux)	1,4	1,6	9,6	1,0	0,2	€	- 0,4
+ Production immobilisée (hors animaux)	2,6	0,8	3,9	4,2	2,9	2,4	4,5
+ Produits divers	1,8	3,2	2,8	2,7	1,1	0,4	1,1
= Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)	114,5	105,3	189,0	162,7	100,7	50,6	219,9
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	0,4	€	0,1	0,1	€	0,1
- Charges d'approvisionnement	39,0	44,3	27,1	29,6	30,9	18,3	127,1
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	29,8	27,1	39,2	41,5	29,9	19,4	41,1
= Valeur ajoutée	45,9	34,4	122,7	91,7	39,9	12,9	51,9
+ Remboursement forfaitaire TVA	€	€	€	€	€	€	€
+ Subventions d'exploitation	23,2	38,1	2,3	9,6	15,1	33,3	13,3
+ Indemnités d'assurance	0,7	0,7	1,1	1,9	0,3	0,5	0,3
- fermages	8,4	11,9	16,4	5,5	6,2	5,1	4,7
- Impôts et taxes	1,8	2,3	2,8	1,9	1,4	0,9	1,7
- Charges de personnel	8,1	6,0	27,8	45,9	1,1	0,9	6,0
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	51,4	53,0	79,1	49,9	46,6	39,6	53,0
+ Transferts de charges	0,7	0,9	2,0	1,7	0,2	0,2	0,4
- Dotations aux amortissements	19,6	22,6	21,6	18,9	18,5	12,8	26,1
= Résultat d'exploitation	32,4	31,3	59,5	32,7	28,3	27,1	27,3
+ Produits financiers	0,3	0,5	0,3	0,8	0,2	0,2	0,2
- Charges financières	4,2	4,4	5,6	4,2	3,7	2,3	8,7
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	28,6	27,4	54,2	29,3	24,8	24,9	18,9
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	2,5	3,6	4,0	2,9	2,2	1,2	4,0
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	0,9	0,4	0,7	2,5	0,8	0,6	1,1
+ Profits et charges exceptionnels	0,2	0,3	0,8	-0,1	0,1	0,2	0,1
= Résultat de l'exercice	32,2	31,7	59,6	34,5	28,0	27,0	24,1
Subventions (milliers d'euros)							
Aides - jachère, céréales, oléagineux et protéagineux	12,7	31,7	1,0	2,1	7,4	3,0	6,7
Aides - vaches allaitantes	2,4	0,7	0,1	0,1	0,2	12,5	2,1
Aides - prime bovins mâles (taureaux, bœufs)	1,1	0,4	€	€	1,2	3,8	0,7
Aides - environnement	1,1	0,5	0,2	0,7	1,2	2,8	0,3
Aides - autres	5,9	4,7	1,0	6,6	5,0	11,2	3,4

€ : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

1. UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

2. UTA : unité-travail-année, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Source : Agreste - Rica, résultats 2002